

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 30 septembre 2026

Je regrette encore que nous n'ayons pas réussi à développer ce courant politique socialiste révolutionnaire, ce qui nous aurait valu d'être violemment attaqués aussi bien par l'extrême droite que par l'extrême gauche, sans constituer une garantie en quoi que ce soit, cela aurait eu au moins le mérite d'indiquer qu'on avançait dans la bonne voie.

Ce courant politique était et est demeuré ancré à contre-courant de l'idéologie radicalisée de la réaction qui domine dans toutes les classes, au point que l'oligarchie financière est parvenue à s'immiscer dans tous les courants politiques de l'extrême droite à l'extrême gauche, parfois sans que cela ne lui coûte rien, toute sorte de combinaisons faisant l'affaire pour ainsi dire naturellement, de la promiscuité idéologique jusqu'aux alliances électorales en passant par des unités de circonstance au contenu ou aux objectifs opportunistes, si bien que son influence idéologique incluant sa philosophie totalitaire n'a cessé de se renforcer au sein de la société.

Partant de là, si leur objectif aurait été de nous faire taire ou disparaître, ils y seraient pratiquement parvenus sans avoir à fournir d'efforts particuliers, mes lecteurs en sont témoins, leur attitude suffit amplement à le prouver. Ils existent, mais j'ignore qui ils sont, et aucun ne collabore à mon courant politique. Je dois être infréquentable à leurs yeux, du coup je me demande qui ils côtoient ou fréquentent, que des gens bien sous tous rapports sans doute, en tout cas meilleurs que moi, pire, j'ignore s'ils savent que cela existe !

Je rappelle que je réalise ce portail uniquement pour me faire plaisir et non pour plaire à je ne sais qui. Au crépuscule de ma vie, je n'en ai plus rien à foutre, seule ma dignité et notre cause comptent encore pour moi, c'est mon unique raison de vivre... et de mourir debout ! Viva la muerte, du cinéaste et écrivain espagnol Fernando Arrabal... et non des franquistes !

C'est là que je voulais en venir ce matin, histoire de faire la liaison avec la suite rédigée hier soir ou très tôt ce matin, il était 2h. Ensuite, comme la tension était remontée à 200 volts, j'ai pu déclencher le moteur électrique pour remplir le réservoir d'eau (2000 litres) jusqu'à 2h20. Après je suis allé me coucher, enfin ! Je me suis levé à 10h20, ainsi vous savez tout, il est midi pile en Inde !

Encore une causerie très sensible avec plusieurs planches savonneuses, un vrai casse-gueule pour ceux qui sont mal assurés ou qui se la jouent grandes gueules, ils vont pouvoir s'éclater à loisir !

Je n'y suis pour rien, c'est la société du spectacle qui vous offre ce divertissement, avec en toile de fond le Radeau de la Méduse. Dans le rôle des personnages principaux, des exécutants de pacotille, de mauvais comédiens, et aux commandes le gang des marionnettistes qui détiennent la combinaison du coffre et les clés de la caserne.

Tout un programme, assez sordide et indigeste il faut bien le reconnaître, c'est du lourd, décapant, bien dégueulasse. C'est l'époque, qui s'y frotte s'y pique ou prend un risque énorme pour peu qu'on ne soit pas blindé ou qu'on n'ait pas le sens de l'équilibre, car c'est à devenir dingue sans déconner.

Pour le dire autrement, sans un esprit critique bien aiguisé, on ressort défiguré de cette expérience, en mille morceaux. Je ne devrais peut-être pas le dire, mais je m'en fous, c'est la spécialité des causeries, on ressort rarement indemne de cette cruelle épreuve. Je fais fuir les lecteurs indésirables...

Big Brother vous observe, moi je me contente de tester votre résistance à la provocation, histoire de vous tester sous toutes les coutures ou de les faire craquer, on a tous des faiblesses ou des failles. Jusqu'à présent je suis frustré, car j'ignore le résultat. J'ai seulement constaté que la fréquentation du portail avait baissé ce mois-ci, c'est donc que j'ai dû me surpasser !

Il faut dire que plus on maîtrise notre sujet, plus on prend de l'altitude, plus on fait preuve d'audace, plus on prend de risques, plus la pression augmente, moins il y a d'oxygène dans l'air. On entre en zone de fortes turbulences et les lecteurs n'aiment pas cela du tout. Ils craignent toujours que la carlingue finisse par se disloquer, et qu'ils se cassent la gueule dans le vide sans parachute, vous voyez le cauchemar d'ici.

Avouez que ce serait con pour eux, pas pour moi, car il n'y avait pas de pilote dans l'avion ! J'avais omis de le signaler aux lecteurs pour ne pas créer un mouvement de panique collective, je vous ai raconté une histoire, mais vous n'étiez pas obligés de la croire ! Le portail fonctionne comme un drone devenu incontrôlable en quelque sorte, attachez vos ceintures, mais rassurez-vous, l'atterrissage se fera en douceur si vous suivez attentivement mes instructions, sinon ce sera le crash!

Quelle puissante montée d'adrénaline tout de même on vit ensemble ! C'est captivant et effrayant à la fois, n'est pas ? Je vais vous avouer un truc qui va vous rassurer, parfois vous avez le droit d'avoir les fois à condition toutefois d'avoir la foi, dans ce cas-là vous ne craignez rien, vous vous en tirerez bien, au moins une fois !

C'est juste un moment éprouvant à passer ensemble, mais à l'arrivée si tout se passe bien, quelle satisfaction vous allez éprouver, je vous enverrais car je suis blasé, à force de me faire peur, je n'ai même plus peur, c'est peut-être dû à l'âge !

Détendez-vous, je vous sens crispé. Un peu de musique vous fera du bien pour aborder cette causerie éprouvante dans la bonne humeur.

Une musique originale de révolte ou d'écorchés vifs, comme peut l'être la jeunesse dont l'avenir s'annonce si sombre, si on ne renverse pas le capitalisme. Le grunge est un courant musical né sur la côte ouest des Etats-Unis dans les années 80, qui exprime l'hyper sensibilité et le mal être de la jeunesse, ses souffrances et son désarroi qui déborde ses attentes dans une société particulièrement violente, injuste et cruelle. Je ne vous conseille pas de traduire les paroles, elles sont démoralisantes, vaut mieux rester concentrer sur la musique.

Alice In Chains - Man in the Box (Official Video)

https://www.youtube.com/watch?v=TAqZb52sgpU&list=RDTAqZb52sgpU&start_radio=1

Man in the box – Par Michael Angelo Batio

<https://www.youtube.com/watch?v=xH1bdSpYF6c>

Alice In Chains - Would? (Official HD Video)

https://www.youtube.com/watch?v=Nco_kh8xJDs&list=RDNco_kh8xJDs&start_radio=1

Alice In Chains - Down in a Hole (MTV Unplugged - HD Video)

<https://www.youtube.com/watch?v=nWK0kqjPSVI&list=RDEMI FmuWg-cvYUex099D5Hn5A&index=1>

Pearl Jam - Even Flow (Official Video)

<https://www.youtube.com/watch?v=CxKWTzr-k6s>

J-C – Encore des groupes ravagés par l'alcool et la poudre, merde, ils ne pouvaient pas en rester au pinard et au pétard ! C'est bien triste, et je n'aime pas les histoires tristes ou qui finissent mal. C'est d'autant plus injuste, quand cela concerne des jeunes, on l'a tous été un jour.

Trump cumule ou passe de l'un à l'autre.

- « Vous savez quelle différence il y a entre un con et un voleur ? Un voleur, de temps en temps, ça se repose. »

Réplique de Jean-Paul Belmondo par le dialoguiste Michel Audiard dans le film *Itinéraire d'un enfant gâté*.

Lu. Toujours des illusions à la pelle !

1- « L'enlèvement de Maduro a constitué une violation du droit international, car il a impliqué le recours à la force militaire contre un autre État sans l'autorisation du Conseil de sécurité de l'ONU ni motif légitime de légitime défense, selon de nombreux experts en droit international et l'article 2, paragraphe 4, de la Charte des Nations unies.

Il existe des lois, des codes de déontologie, mais ils sont rarement appliqués. Voilà un autre problème de la politique actuelle. »

J-C - Un tyran (Trump, Obama, Bush) qui entre en guerre sans même se donner la peine de la déclarer, franchement, qu'est-ce qu'il en a à foutre des traités, des accords, des conventions, des lois, de la Constitution, des règles, des principes, des valeurs, de la diplomatie, du droit international, de la Charte des Nations unies, des institutions internationales ou je ne sais quoi

On croit rêver, c'est à se demander si on aurait observé un jour comment se déclenchait les guerres, toujours sous un faux prétexte ou un faux drapeau dit-on aujourd'hui, ou l'interprétation qu'on en donnait était toujours fallacieuse ou frauduleuse pour embrouiller les esprits et qu'on perde la trace des responsables du carnage rester dans l'ombre.

Quelle naïveté ou crasse ignorance de croire que les "*codes de déontologie*" pourraient s'appliquer à ceux qui les ont conçus !

Ce qui est révélateur ici, c'est plutôt qu'on en fasse un problème à l'heure actuelle ("*un autre problème de la politique actuelle*"), alors qu'il existe depuis la création de la Société des Nations en 1920. Cela fait penser à ceux qui évoquent l'indépendance de la presse et son code de déontologie, la Charte de Munich (1971), adoptée sous les auspices de l'Union européenne réputée pour son indépendance (sic !), l'OTAN politique.

Autant remettre son destin ou sa vie entre les mains de ses ennemis ou de leurs bourreaux !

2- *«Ce n'est pas un membre de siège permanent qu'il faut, c'est l'abolition de statut de membre permanent avec droit de veto, cela doit être supprimé. Un pays, une voix. C'est comme ça que les Nations unies vont servir à quelque chose».* (Nathalie Yamb)

J-C - Ben voyons, quelle connerie ! Voilà comment en une seconde on perd définitivement toute crédibilité. Au moins cela nous évite de perdre notre temps.

France. Coupez-leur l'essence, le diesel, le gaz et l'électricité ! 1 200 associations de trop, une par manifestant !

J-C – Sans déconner, cela pourrait leur arriver, la preuve :

Flambée des prix de l'énergie : l'UE envisage des réductions obligatoires de gaz et d'électricité – RT 26 sept. 2026

Ils demandent quoi ces manifestants ? On s'en fout. A qui demandent-ils quelque chose ? Au despote qui siège à l'Elysée et à son gouvernement qui représentent les intérêts de l'oligarchie financière. Ils ont la mentalité de dociles esclaves tendant la main en direction de leurs maîtres, désolé, nous ne sommes pas des mendiants et nous ne reconnaissons aucune légitimité à Macron et aux institutions antidémocratiques de la Ve République.

Nous nous adressons à la classe ouvrière et à la classe moyenne pour qu'elles se mobilisent en toute indépendance avec leurs organisations sur leurs propres revendications et objectifs politiques, c'est le seul moyen auquel elles peuvent recourir si elles veulent parvenir à les imposer un jour. Vous ne devez compter que sur vous-mêmes, en pratiquant de la sorte vous préserverez votre indépendance et votre liberté d'action, sans lesquelles vous n'obtiendrez jamais satisfaction, jamais rien, aucun changement.

"Prendre des décisions qui bougent enfin" : à Paris, des milliers de manifestants rassemblés pour demander des mesures d'urgence pour le climat - FranceInfo 26 septembre 2026

Après un été caniculaire, des organisations se sont retrouvées samedi afin d'accroître la pression sur les décideurs politiques pour offrir une place plus conséquente à l'environnement dans le budget 2027 et la campagne présidentielle.

Sur la place de la République, 1 200 associations ont planté leurs tentes pendant que quelques milliers de personnes ont assisté aux prises de parole entre deux rangées de stands.

Tous les partis politiques du Nouveau Front Populaire (NFP) ont même été présents. FranceInfo 26 septembre 2026

J-C - La question climatique représente une fabuleuse manne financière à côté de laquelle personne ne voudrait passer, on comprend ! A bas les ONG et le NFP, à bas l'opportunisme et les imposteurs !

Combat politique classe contre classe, à bas la collaboration de classe et le corporatisme !

La Ve République en famille. Pétard mouillé. Ils ont abandonné la cravache pour la "cravate" !

"Cela va nous permettre de rentrer dans le jeu institutionnel" : ce que change l'obtention historique par le RN d'un groupe parlementaire au Sénat - FranceInfo 28 septembre 2026

Avec 11 nouveaux élus, l'alliance entre le Rassemblement national et l'UDR d'Eric Ciotti réalise une percée au Sénat...

L'arrivée d'un groupe RN est-elle susceptible de perturber l'ambiance feutrée qui règne traditionnellement au palais du Luxembourg ? Les sénateurs ont coutume de revendiquer un travail de fond dans l'apaisement et le respect de chacun, loin des éclats de voix et coups de théâtre qui se produisent à l'Assemblée nationale.

"Cela ne va pas changer fondamentalement les choses. Ils seront dans une stratégie de respectabilité", estime au contraire Claude Malhuret, patron d'un des groupes centristes du Sénat.

"Je tiens à rassurer tout le monde : nous sommes des gens civilisés", répond Aymeric Durox, qui met en avant le profil des nouveaux arrivants, âgés d'une cinquantaine d'années en moyenne. *"Ce sont des personnalités stables. Ce ne sont pas des querelleurs qui brutalisent tout"*, poursuit-il. Avec la création de ce groupe, le RN entend poursuivre la stratégie de respectabilité entamée auparavant à l'Assemblée nationale. Comme leurs homologues députés, les nouveaux sénateurs RN devraient porter la cravate dans l'hémicycle.

J-C – Vous imaginez, une institution, un bâtiment dans lequel vous ne pouvez pas entrer sans cravate, c'est quoi ce régime sinon une dictature. Ils le revendiquent et tous s'y plient, normal, ils font tous partie de la même famille, celle de la réaction. Si cette vérité vous dérange, c'est que vous êtes en pleine confusion, revoyez d'urgence votre copie...

En famille, mains sales et mauvaise intention partagée avec Glucksmann.

Présidentielle 2027 : Après UDR, le RN tend la main aux Républicains, soutien mortel de Bellamy à Glucksmann - 20minutes.fr 27 septembre 2026

Alors que le Rassemblement national et l'UDR ont obtenu les résultats pour créer pour la première fois un groupe au Sénat, son président Jordan Bardella a réitéré sa volonté de « *tendre la main aux patriotes sincères de LR* ». (En tendant la main, il tend le bras ! – J-C)

Si le LR François-Xavier Bellamy devait voter à la primaire du PS, à qui irait sa voix ? « *Je voterais Raphaël Glucksmann* », a répondu l'intéressé lors de son interview sur BFM ce dimanche. « *Je lui reconnais un courage fondamental : lui a toujours refusé la soumission à l'extrême gauche* », explique-t-il. (Cet aveu est mérité, merci monsieur Bellamy, il porte bien son nom celui-là ! – J-C)

On ne peut pas avoir de l'empathie à la fois pour le régime néonazi de Kiev et pour l'ex-URSS.

J-C – Pourquoi la France ne condamne-t-elle pas la glorification de l'idéologie nazie à l'ONU ? Parce qu'elle se réserve le droit d'y recourir comme dans le passé...

Annulation de l'ouverture officielle du mémorial aux résistantes soviétiques : la France a ici encore choisi le déshonneur - RT 28 sept. 2026

La mairie de Thil, en Lorraine, a annulé l'ouverture officielle d'un mémorial dédié aux résistantes soviétiques, sous la pression de groupes ukrainiens. Les diplomates russes et biélorusses ont tout de même inauguré le monument le 26 septembre, selon TASS. Pour la juriste Karine Bechet, la russophobie prend les couleurs du néonazisme.

Encore une occasion ratée. On ne les compte plus, mais celle-ci est particulièrement symbolique. Une occasion de se ressouder autour de l'histoire, de remettre « *l'église au milieu du village* », de revenir à la raison.

Mais la raison n'a plus sa place, quand le fanatisme règne. L'église doit s'écarter au chant de Dieu est mort, tout est permis. Et les villages de France baignent dans des relents moribonds, que Maupassant décrit parfaitement dans *Boule de suif* : « *Il y avait cependant quelque chose dans l'air, quelque chose de subtil et d'inconnu, une atmosphère étrangère intolérable, comme une odeur répandue, l'odeur de l'invasion.* »

Jugez-en par vous-même.

Le 27 septembre, un mémorial devait être officiellement ouvert dans la ville de Thil, à la mémoire de ces femmes russes et biélorusses, qui avaient réussi à s'échapper dans la nuit du 8 au 9 mai 1944 du seul camp nazi construit dans la France non annexée, pour rejoindre le maquis et épauler la Résistance française.

Mais cela a dérangé les activistes ukrainiens en France, autant que l'ambassade d'Ukraine. Donc les autorités françaises ont docilement annulé l'ouverture officielle du mémorial.

L'argument est simple : il n'est pas acceptable que des officiels russes et biélorusses soient présents. Or, sans eux, c'est impossible. Comment aujourd'hui accepter en Europe que l'on rappelle le rôle fondamental de l'URSS dans la lutte contre le nazisme ?

Comment rappeler la faible ardeur avec laquelle les autorités françaises luttèrent contre le nazisme et avec quelle ardeur les officiels, les fonctionnaires et l'industrie soutenaient le Reich ?

La russophobie actuelle, devant être justifiée par la soi-disant « *agression russe* », n'est rien moins qu'un instrument de réécriture de l'histoire, de revanche et de légitimation des poussées néonazies.

Ce monument s'appelle « *Rodina* », la « *Patrie* », du nom du groupe des 37 résistantes, créé en France par ces femmes, qui se sont sauvées du camp de travail forcé d'Errouville, à proximité de Thil, où se situait l'annexe (Kommando) du camp de concentration de Natzweiler-Struthof.

L'Ukraine post-Maïdan, l'Ukraine post-ukrainienne, s'oppose à cette mémoire. Pourtant, rappelons quelques faits : « *Fin mars 1944, 1 600 Russes et Ukrainiens (1 200 hommes et 400 femmes) arrivent à Errouville. Les conditions de vie et de travail sont effroyables. De nombreux décès sont signalés. Les corps sont soit enterrés, soit brûlés à l'air libre.* »

Comment cette Ukraine et ce pouvoir en France, qui la porte à bout de bras, pourraient-ils accepter de commémorer cela ? Rappeler que l'Ukraine était pendant plus d'un millénaire une partie de la Russie, que les Ukrainiens, les Russes, les Biélorusses constituaient un seul peuple ? Qu'ils appartaient à la même Patrie, « *Rodina* » ?

C'est inacceptable aujourd'hui ! Il n'y a pas plus de place pour la mémoire que pour la Patrie. Même en France, pour ceux et celles que la France libre, la France française, avait alors honorées : « *Rodina est le seul détachement exclusivement féminin de la Résistance française. Âge moyen : 23-24 ans. La plus jeune, Galina Demianova, n'a pas 16 ans. À leur tête : Nadejda Lisovets et Rozalia Fridzon, qui recevront en octobre 1944 le grade de lieutenant des Forces françaises de l'intérieur.* »

On ne peut pas en même temps célébrer – et laisser célébrer – en Ukraine les bourreaux des résistants, avec Bandera ou Melnyk, et accepter un monument à la mémoire de leurs victimes et de ceux qui les ont combattus.

L'Ukraine post-Maïdan et post-ukrainienne a fait son choix. La France aussi. Il y a de fortes traditions de collaboration chez ces élites. C'est le nouveau visage de l'Europe, qui rappelle d'autres temps. Pourtant, l'ouverture du mémorial a quand même eu lieu. Des diplomates russes et biélorusses étaient présents, des familles de résistants ont rendu hommage à ces femmes courageuses. Seules les autorités françaises étaient absentes. Peut-être parce qu'elles ne représentent plus la France.

Les atlantistes déclarent confortablement que le nazisme a pris fin avec la défaite de l'Allemagne nazie. Ils peuvent ainsi fermer les yeux sur les marches nazies dans les pays baltes, sur la glorification des « *héros* » nazis en Ukraine, sur les lois de discrimination adoptées sur un fondement ethnique (russe) en Europe, sur les déclarations instaurant une hiérarchie ethnique et attribuant aux Russes le qualificatif de sous-hommes.

Et tout cela est délicatement couvert par la « *menace russe* », qu'ils construisent et qu'ils entretiennent pour justifier toutes leurs exactions. RT 28 sept. 2026

J-C- Le libéralisme, le néolibéralisme, le conservatisme, le néoconservatisme, le centrisme, l'extrême centrisme, le corporatisme, le poujadisme, l'extrême droite et le fascisme, le nazisme, le libertarisme, la république démocratique bourgeoise, les régimes ploutocratiques, technocratiques, oligarchiques, etc. tous ces courants politiques appartiennent à la même idéologie réactionnaire, celle des exploiters et des oppresseurs, soit on les combat, soit on collabore avec, sur une barricade il faut choisir son camp.

A l'origine, la même offensive politique du gouvernement et des médias au service de l'oligarchie financière anglo-saxonne mondialiste.

Derrière les blocus de lycées, le gouvernement et LFI se font la guerre autour de « l'instrumentalisation » des jeunes - HuffPost. 28 septembre 2026

La tension politique monte autour des blocages lycéens. Après une semaine de mobilisation dans des établissements d'Île-de-France, le gouvernement a appelé au calme et pointé du doigt la France insoumise. « *Cette surenchère est irresponsable* », a tancé le Premier ministre Sébastien Lecornu sur X ce lundi 28 septembre, accusant les élus LFI qui « *appellent à étendre le mouvement* » d'« *instrumentaliser [...] à des fins partisans* » la colère et les difficultés des lycéens, qui doivent par ailleurs « *être entendues et traitées* ».

Dès vendredi, le ministre de l'Éducation s'en était pris à des « *députés LFI [qui] encouragent depuis mercredi des jeunes à bloquer les lycées* ». Édouard Geffray avait alors déjà qualifié d'« *instrumentalisation politique de la jeunesse* » l'« *appel à étendre les blocages* » lancé par des élus du parti de gauche radicale.

« *Vous avez des lycéens qui ont des revendications qui parfois sont tout à fait légitimes* », a-t-il expliqué, citant l'exemple d'un établissement où certains professeurs ne sont pas remplacés. Mais, a-t-il poursuivi, « *derrière ça, vous avez aussi d'autres personnes qui sont violentes, arrivent masquées et cagoulées [...] avec des palettes et des matelas* ». « *Là, on a un problème, on met en danger nos élèves et ça, je ne peux pas l'accepter* », a-t-il dénoncé, jugeant qu'« *on s'éloigne un peu de la mobilisation spontanée* ».

Même son de cloche dans un télégramme, cosigné par le ministre avec son homologue de l'Intérieur Laurent Nuñez, consulté par l'AFP ce lundi et où ils redisent que « *les actions violentes ne sauraient être tolérées* » et demandent « *l'intervention* » des forces de l'ordre en cas de blocage total. Ceux-ci pourraient intervenir à partir de mardi, l'USL (première organisation lycéenne) ayant appelé à la « *convergence des luttes* » à l'occasion d'une mobilisation nationale dans la fonction publique.

De son côté, la France Insoumise porte un regard bien différent sur la mobilisation lycéenne, effectivement soutenue par plusieurs figures du mouvement dont le député Louis Boyard, qui a lui-même été leader d'un syndicat lycéen. À Saint-Denis ce lundi, le maire LFI Bally Bagayoko a même été acclamé et porté en triomphe par les lycéens mobilisés...

Au micro de BFMTV, l'élu de gauche a eu des mots, durs, pour l'exécutif. « *Le Premier ministre a une attitude irresponsable* », a-t-il reproché, enjoignant Sébastien Lecornu à se rendre sur place pour échanger avec les élèves. Interrogé sur le point de savoir si les mobilisations sont « *spontanées* » ou si elles font l'objet d'une « *instrumentalisation* », l'édile de Seine-Saint-Denis répond par la négative. « *Vous voulez qu'on leur pose la question ? Vous allez être déçus, a-t-il répliqué, ce sont des jeunes qui sont parfaitement conscientisés, ils n'ont pas besoin d'être instrumentalisés* ».

Un argumentaire qui ne convainc toujours pas dans les rangs du gouvernement. Interrogé par la même chaîne d'info en continu à la mi-journée, Édouard Geffray a dénoncé des « *instrumentalisations violentes des jeunes par des groupuscules extérieurs* ». « *Quand on est responsable politique, on ne peut pas inciter les jeunes à bloquer et à participer à ces blocages* », a poursuivi le ministre de l'Éducation.

Face aux attaques du gouvernement contre son parti, Jean-Luc Mélenchon a pris la parole sur X pour assumer le soutien insoumis aux blocus. « *Les lycéens en mouvement sont inoffensifs* », assure-t-il, reprochant la « *férocity irresponsable* » du gouvernement qui a « *ordonné la répression* » avec « *un arrière-goût raciste évident* ». « *Pas touche à nos jeunes* », conclut le tribun de gauche.

Des mots qui ont, sans surprise, fortement déplu à Sébastien Lecornu, qui lui a répondu sur le même réseau social. Évoquant une « lycéenne [...] blessée à l'acide chlorhydrique », des « incendies » et des « tirs de mortier par dizaine », le Premier ministre a interrogé le candidat à la présidentielle : « Oui ou non, condamnez-vous ces violences ? » « Votre accusation de racisme est une insulte » et vectrice de « division », pointe en outre le locataire de Matignon dans son message.

J-C - Lecornu recourt à la méthode scélérate qui a été employée pour caractériser le soulèvement armé légitime du peuple palestinien le 7 octobre 2023. Ou celle de G. Bush que sanctionnera l'adoption du Patriot Act au lendemain du coup d'Etat du 11 septembre 2001, permettant la surveillance de masse sans mandat judiciaire classique.

Souvenez-vous, ils s'étaient tous ou presque empressés de qualifier le Hamas de terroriste en l'accusant sans preuve d'avoir accompli un massacre, et ils avaient exigé de toute personne ou acteur politique qu'il qualifie de terroristes les auteurs ou participants au 7 octobre 2023 sous peine d'être sanctionné, voire de poursuite judiciaire, etc.

Là c'était pour permettre de poursuivre un génocide, ici, c'est pour empêcher la jeunesse d'accéder à un niveau de connaissance qu'elle pourrait monnayer plus tard sur le marché aux esclaves.

HuffPost - Les accusations de racisme lancé à gauche ont aussi visé la présidente (LR) de la région Île-de-France, prise pour cible par Louis Boyard. « J'ai saisi la justice des insultes » du député, a-t-elle fait savoir sur X dimanche, assurant que « le mot d'ordre de LFI, c'est "saccage ton lycée" ». « Nous soutiendrons les lycéens jusqu'à avoir une réponse » sur le manque de professeurs dès la rentrée, a répliqué l' élu du Val-de-Marne, reprochant à « Mme Raciste » d'avoir « trait[é] les jeunes des quartiers de "caïds et de voyous" ».

J-C – S'il s'agit bien de cela, le lumpenprolétariat agit en provocateur en commettant des actes violents, qui sont ensuite reprochés aux lycéens et aux partis ou élus qui les soutiennent. Cette violence doit servir à diviser les jeunes et à dresser les adultes ou les parents contre eux. Si maintenant il s'agit de jeunes exaspérés par les conditions qui leur sont réservées par le gouvernement ou l'absence d'avenir, on peut les comprendre, comme tout un chacun, leur patience à des limites, ils méritent qu'on les soutienne.

Quoi qu'il en soit, jamais on ne doit se placer au côté du gouvernement quand il réprime les travailleurs ou la jeunesse en lutte, absolument jamais, c'est un principe non négociable, celui qui le transgresse est un réactionnaire.

Lecornu pourra interpréter cela comme un encouragement au blocage ou à la violence, franchement, on n'a rien à foutre de ce qu'il pense, et c'est valable pour les médias. Dorénavant, c'est le ton ou la méthode qu'il faut employer avec eux, pas de dentelle, pas de convention, on défend note indépendance, nos positions, et on leur rentre dedans si nécessaire, la légitimité et la démocratie sont de notre côté, pas du leur.

Pour le ministre de l'Éducation ou le camp de la réaction, il est irresponsable, illégitime, quasi hors la loi de soutenir les lycéens en lutte pour de meilleures conditions d'étude, tous les citoyens, tous les partis politiques, tous les élus doivent se tenir au côté du chef de l'Etat et du gouvernement, exactement comme sous un régime totalitaire qui ne veut pas dire son nom ou la dictature du capital.

C'est l'occasion d'une nouvelle campagne contre LFI, qui intervient alors que plusieurs sondages prédisent Mélenchon au second tour de l'élection présidentielle de mai 2027, bref, ceci explique cela la barbouzerie médiatique est mobilisée !

Quand des juifs israéliens se présentent aux élections en faisant l'éloge d'Hitler, les médias occidentaux ne trouvent rien à redire, c'est révélateur. (L'article est dans la page d'accueil à *Actualités*)

Dans le coup suivant, c'est Mediapart qui fera office rabatteur, de lumpenprolétariat de la bourgeoisie ou de l'oligarchie financière.

Ils ont pris le relais de Charlie Hebdo et du Canard enchaîné dans le rôle de délateur, de fouille merde dans les archives ou fonds de poubelle du régime, de provocateur, de flic ou chien de garde de la Ve République.

Ils ont exhumé des « *écrits antisémites* » de jeunesse d'un dirigeant d'un parti d'extrême droite, le FN renommé RN. Quel acte de bravoure, quelle découverte ! Un parti d'extrême droite ne serait pas forcément raciste, anti-ouvrier, antisocialiste, mais apparemment cela arrive quand même, sans blague ! Plus sérieusement, alors que ce parti est donné gagnant aux élections présidentielles de mai 2027 ! Qui est à la manœuvre là aussi ? Les mêmes, ceux qui avaient porté Macron au pouvoir, qui voulez-vous que cela soit ?

En s'intéressant à ces « *écrits antisémites* », je me suis aperçu qu'ils étaient banals et qu'ils avaient été partagés avant lui ou après lui par des idéologues, penseurs (Marx), journalistes (Gedeon Lévy), écrivains, historiens, intellectuels (Norman Finkelstein), banquiers (Attali), dirigeants politiques, philosophes qui étaient d'origine ou de religion juive, des sionistes juifs, des juifs israéliens (Sand Shlomo), dire que les banques ou la finance, un certain nombre d'institutions comportent un grand nombre de juifs parmi leurs propriétaires, leurs conseils d'administration, actionnaires principaux ou leurs dirigeants sans rapport avec la proportion de juifs parmi la population hors Israël ou la population mondiale, est un lieu commun, un fait, un constat que chacun peut faire et partager au risque d'être accusé d'antisémitisme par ceux qui l'instrumentalisent et l'attisent délibérément, au point d'en être les principaux instigateurs et responsables, accusation qu'aucun d'entre nous doit porter contre eux, c'est là qu'on s'aperçoit qu'ils recourent à la méthode de l'inversion accusation.

Voyons en quoi consisteraient ces « *écrits antisémites* » :

- « *Toutes les banques sont détenues par des Juifs* » ; Les principales, c'est vrai, ou ils figurent parmi les principaux actionnaires. Pour le reste il y a une part d'exagération, sans plus.

- « *Le juif doit dominer [sic] les autres peuples, les écraser et les voler, un sioniste est forcément juif, et en profondeur* » ; Propos que ne renieraient pas Attali ou des ministres nazis du gouvernement de Netanyahu. Ce sont bien des juifs qui ont volé la terre des Palestiniens, non, qui les ont dépouillés de tous leurs biens et chassés ou conduit à l'exil forcé ? Gedeon Levy a tenu des propos similaires dans Haaretz.

- « *C'est ce qu'ils veulent, un Nouvel Ordre Mondial dominé par Israël, avec bien sur Jérusalem comme capitale* ». Attali l'a clamé ! La loi fondamentale qui fait office de Constitution en Israël comporte des articles de type suprémaciste ou raciste dignes de *Mein Kampf*.

Personnellement, je prends soin de ne jamais les reprendre à mon compte, parce qu'ils sont stupides ou inutiles, la nature ou l'objet du sionisme depuis la fin du XIXe siècle est économique et politique,

les sionistes et l'oligarchie financière anglo-saxonne juive partagent la même idéologie et les mêmes objectifs, ils le disent eux-mêmes, donc ce n'est pas répréhensible d'y faire référence. Je situe mon combat politique exclusivement sur le terrain de la lutte des classes, et je ne m'en écarte jamais, c'est un principe non négociable, par conséquent je vais passer pour un dictateur !

Que l'immense majorité des juifs et surtout des juifs israéliens se reconnaissent dans le sionisme, dans l'Etat juif d'apartheid, c'est connu, ils le revendiquent ouvertement, ils ont même un parti nazi qui se réclame de Hitler qui va participer aux prochaines élections, et il est en passe d'obtenir plusieurs élus (Lu dans l'article du Réseau Voltaire mis en ligne récemment).

Ils se plaignent de l'antisémitisme, et ils ont adopté l'idéologie du fascisme ou du nazisme. Ils jouent à fond sur la victimisation depuis qu'ils ont été persécutés lors de la Seconde Guerre mondiale. Ils n'ont aucune dignité. Pour le journaliste israélien Gedeon Levy, ils sont pire encore que les nazis, c'est dire. Quant à l'intellectuel juif Norman Finkelstein, quand il croise un juif israélien, il refuse dorénavant de lui adresser la parole.

Eux, personne ne pourra les accuser d'antisémitisme, vous ou LFI par exemple, si. Ils veulent nous faire taire ces suppôts de nazis, ne vous laissez pas impressionner par si peu. Pour les faire chier et faire fermer leur sale gueule, on pourrait déclarer que nous sommes tous juifs !

Mediapart n'a pas cessé de tirer à boulets rouges sur les Palestiniens depuis le 7 octobre 2023, c'est une officine au service du sionisme, donc du colonialisme, donc de l'impérialisme, donc de l'oligarchie financière, du capitalisme. Ni Mélenchon, ni Bardella ou Le Pen ne figurent parmi les candidats retenus par l'oligarchie pour prendre la relève de Macron, il faut donc monter des opérations contre eux jusqu'en mai 2027, afin qu'aucun des deux ne puisse accéder au pouvoir, sinon les oligarques feront provisoirement avec Bardella ou Le Pen, ils s'étaient bien adaptés à Hitler, Pétain, Mussolini, Franco, Pinochet et j'en passe...

Ce que l'on sait des révélations de Mediapart sur les « écrits antisémites » de Jordan Bardella - HuffPost 29 septembre 2026

Mediapart a révélé des messages attribués à Jordan Bardella en 2013 témoignant de son « *antisémitisme obsessionnel* ». Le président du RN nie en bloc, et a annoncé une plainte pour diffamation.

Celui qui est désormais président du Rassemblement national nie fermement avoir tenu les propos dévoilés, qui reprennent tous les clichés antisémites sur la religion juive (« *les banques sont toutes détenues par des Juifs* », par exemple). Quelles sont les révélations exactes de Mediapart, et quelles ont été les réactions du monde politique ? Le HuffPost fait le point.

Mediapart indique avoir enquêté plusieurs mois afin de se procurer et d'authentifier des conversations privées qui auraient été écrites par Jordan Bardella à l'été 2013, lorsqu'il avait entre 17 et 18 ans. Les messages révélés démontrent, selon le média d'investigation, un « *antisémitisme obsessionnel* » ainsi qu'un « *conspirationnisme débridé* ». (Il semblerait plutôt que ce soit des obsessions commandées depuis l'Etat profond ou Davos, relayées par l'Etat et les médias aux ordres, les ONG. – J-C)

« Toutes les banques sont détenues par des Juifs » ; « *Le juif doit dominer [sic] les autres peuples, les écraser et les voler, un sioniste est forcément juif, et en profondeur* » ; « *C'est ce qu'ils veulent, un Nouvel Ordre Mondial dominé par Israël, avec bien sur Jérusalem comme capitale* », a notamment écrit l'actuel président du RN, selon Mediapart.

Ces révélations ont évidemment déjà fait grand bruit dans le monde politique, et notamment à gauche. « *On comprend mieux aujourd'hui pourquoi Bardella a pu dire que Jean-Marie Le Pen n'était pas antisémite* », a écrit sur X le patron du PS Olivier Faure, tandis que Marine Tondelier a appelé Jordan Bardella à « *démissionner de toutes ses fonctions* ». « *L'homme qui se présente aujourd'hui comme le plus grand défenseur des juifs et juives de France est en réalité un antisémite obsessionnel* », a écrit la candidate à la présidentielle.

« *Une terrible accusation pèse sur monsieur Bardella. Il doit démontrer son opposition aux propos antisémites et complotistes qui lui sont attribués. Sinon, la preuve sera faite en grand, montrant l'erreur de ceux qui ont amnistié l'extrême droite de ses racines antisémites* », a quant à lui écrit l'Insoumis Jean-Luc Mélenchon sur X.

J-C - Cette gauche décomposée, pourrie et corrompue jusqu'à l'os, qui avait participé à Paris le dimanche 12 novembre 2023 à la « *grande marche civique* » contre l'antisémitisme, en réalité en soutien à l'Etat juif génocidaire, au côté de Renaissance, Horizon, le MoDem, l'UDI, et du RN-FN. Ou encore la « *marche républicaine* » du dimanche 11 janvier 2015, organisée à Paris à la suite des « *attentats djihadistes* » contre la rédaction de Charlie Hebdo et l'épicerie Hyper Cacher, le nazi Benjamin Netanyahu avait défilé aux côtés de François Hollande, le Front National avaient refusé de défiler à Paris et avaient choisi de manifester à Beaucaire (une municipalité gérée par le FN) ainsi que dans d'autres villes de province, donc ils participèrent aussi à l'évènement. Toutes ces ordures sont bien placées pour donner des leçons de morale aux autres, ils n'ont pas plus de légitimité que le RN-FN.

HuffPost - « *Ces écrits, s'ils sont avérés, sont d'une immense gravité. Leur nature antisémite et complotiste rappelle, à ceux qui voudraient l'oublier, la nature profonde de l'extrême droite. N'y cédon rien* », a réagi Aurore Bergé, ministre chargée de la Lutte contre les discriminations, tandis que le ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot a affirmé que « *l'antisémitisme n'est pas un accident de parcours pour le RN, c'est l'histoire de ce parti* ». Dénoncer des banquiers, c'est forcément "complotiste", cela n'a rien à voir au fait qu'ils soient juifs ou non, en réalité il s'agit de lutte de classes ! Les banquiers doivent être maintenus à l'écart de toute polémique, dans l'ombre, personne n'a le droit de les mettre en cause ou de se mêler de leurs affaires, les évoquer sans leur permission, si ce n'est pas pour louer leur grandeur, constitue un crime de lèse-majesté qui mérite d'être réprimé

Mais les réactions au centre et à droite se font pour l'instant rares. Gabriel Attal comme Bruno Retailleau, qui accusent régulièrement La France insoumise d'antisémitisme, n'ont pour l'instant pas réagi, tout comme leur rival pour la présidentielle, Édouard Philippe. HuffPost 29 septembre 2026

J-C - HuffPost France est détenu à hauteur de 80% depuis fin 2021 par le Groupe Le Monde contrôlé par le milliardaire Xavier Niel.

Louis Dreyfus (rocardien), est le président du directoire du Groupe Le Monde. Il est membre de la French-American Foundation, et il fait partie des Young leader de la Fondation franco-américaine (2005) (Source : Wikipédia)

On a cerné l'état d'esprit qui habite Mediapart et cette opération.

Qui a créé Mediapart ?

Edwy Plenel : Il a été le directeur de la rédaction du Monde (où il a travaillé de 1980 à 2005) avant de cofonder et de présider Mediapart pendant de longues années.

François Bonnet : Ancien directeur adjoint de la rédaction du Monde, devenu le premier directeur éditorial de Mediapart.

Laurent Mauduit : Ancien chef du service économie puis directeur adjoint de la rédaction du Monde.

J-C – Ils font monter au créneau cette raclure de Mediapart pour faire le sale boulot à leur place, en échange de quoi il bénéficie d'un traitement de faveur ou le législateur les épargne. Un symbole de l'opposition contrôlée.

Lu. Qui leur a permis de détenir autant de pouvoir ? Ceux qui ont trahi le mouvement ouvrier et le socialisme.

La dernière intervention de Trump cette semaine devant l'Assemblée générale des Nations unies a mis en évidence son caractère psychopathe : Il a annoncé — nota bene après les élections — qu'il ferait soit de l'Iran un pays riche, soit qu'il le détruirait complètement.

Trump n'a rien à envier à Adolf Hitler. Dans son discours prononcé au Sportpalast de Berlin le 4 septembre 1940, Hitler avait déclaré : «*Nous rayerons leurs villes de la carte*». Trump veut rayer de la carte une civilisation vieille de 5 000 ans, bien sûr sans aucun fondement juridique, tel un dieu.

Ce faisant, Trump appelle publiquement au génocide de toute une civilisation. On peut se demander s'il a sa place en prison ou dans un hôpital psychiatrique, mais le fait qu'il puisse tenir de tels propos devant l'opinion publique mondiale en toute impunité montre à quel niveau la civilisation occidentale est tombée.

J-C – Je corrige : Les dirigeants et une grande partie des élites occidentales, et non les peuples occidentaux qui sont pris en otage, ce qui ne peut être envisagé ou pris en considération, qu'à condition de caractériser de dictatorial leurs régimes, et non de démocratique.

Etat juif nazi génocidaire.

J-C – Comment se fait-il que des juifs font soudain l'apologie d'Hitler ? Ce n'est pas nouveau, le sionisme est compatible avec le nazisme, ils ont une base raciste et totalitaire commune.

Pour le journaliste israélien Gideon Levy, membre de la direction du quotidien Haaretz basé à Tel-Aviv, c'est « *la société tout entière* » israélienne qui serait devenue comme cela.

Vous pouvez le citer, personne ne pourra vous accuser d'être antisémite. Les véritables antisémites, les plus dangereux, ce sont ceux qui sont en train de réaliser le génocide des Palestiniens et ceux qui le nient, et non tous les juifs, vous saisissez la distinction, j'espère.

Un nouveau parti fasciste et un autre nazi se présentent aux prochaines élections en Israël - Réseau Voltaire 24 septembre 2026

La plupart d'entre nous ne conçoivent pas que l'on puisse être à la fois juif et nazi. Mais aucun peuple n'est à l'abri de ce genre d'idéologie.

Le « *parti sioniste révisionniste* » de Vladimir Jabotinsky était lié à Benito Mussolini et installa le Beitar à Rome sous les auspices du duce. Après la mort de son fondateur, le parti négocia avec Adolf Eichmann jusqu'aux derniers jours du III^e Reich. Son représentant, Rezső Kasztner, trahit les bourgeois sionistes hongrois, les livrant à la déportation et se partageant leurs biens. En 1948, en pleine guerre israélo-arabe, les sionistes révisionnistes organisèrent un coup d'État, prévoyant d'assassiner David Ben Gourion, mais celui-ci fit couler leur bateau au large d'Israël, tuant plus de 800 miliciens à son bord et détruisant une grande quantité d'armes. Pourtant, les deux factions, « *sionistes* » et « *sionistes révisionnistes* », enterrèrent la hache de guerre et luttèrent ensemble pour sauver Israël, attaqué de toutes parts.

Aujourd'hui, après le génocide de Gaza, les choses se clarifient : deux nouveaux partis politiques prévoient de représenter le fascisme et le nazisme à la Knesset aux élections du 27 octobre.

- Le parti Amcha Yisrael (le parti du « *Peuple d'Israël* »), fondé par le général Ofer Winter, a publié un clip de campagne où l'on voit une réunion de famille avec ces trois slogans : « *À un an du renouvellement et de la colonisation sur toutes les parties de la terre* », « *À un an de la victoire décisive sur tous les fronts* », « *À un an de la migration volontaire [des Palestiniens]* ». Le général Ofer Winter se présente comme un parachutiste n'ayant jamais été compromis dans les magouilles de Benyamin Netanyahou. Il reproche au Premier ministre de ne pas en faire assez pour expulser les Palestiniens de Gaza et pour réoccuper la bande de Gaza. Selon les sondages, il est crédité de 4 députés.

- Le parti Zehout (« *Identité* »), fondé par l'ancien député du Likoud Moshe Feiglin, vient de fusionner avec HaTzionut HaDatit (le parti du sionisme religieux) de Bezalel Smotrich. Moshe Feiglin est le seul dirigeant juif à professer l'admiration d'Adolf Hitler. En 1995, il déclarait, lors d'un entretien à Haaretz : « *Hitler était un génie militaire inégalé. Le nazisme a fait passer l'Allemagne d'un bas niveau à un niveau physique et idéologique fantastique. Les jeunes loqueteux ont été transformés en une catégorie propre et ordonnée de la société et l'Allemagne a disposé d'un régime exemplaire, d'un système de justice adéquat et de l'ordre public. Hitler aimait la bonne musique. Il pouvait peindre. Les nazis n'étaient pas une bande de voyous. Ils ont simplement utilisé des voyous et des homosexuels.* » Et plus loin : « *Il ne fait aucun doute que le judaïsme est raciste en quelque sorte. Et quand ils ont affirmé, aux Nations unies, que le sionisme est raciste, je n'ai pas trouvé beaucoup de raisons de protester.* »

Le 20 mai 2025, Moshe Feiglin répondait au général Yaïr Golan (« *Les Démocrates* ») qui s'indignait du génocide des Palestiniens : « *Chaque enfant, chaque bébé à Gaza est un ennemi. L'ennemi n'est pas le Hamas ni son aile militaire [...] Chaque enfant à Gaza est un ennemi. Nous devons occuper la bande de Gaza et la coloniser, et pas un seul enfant gazaoui n'y restera. Il n'y a pas d'autre victoire.* »

Son alliance avec les sionistes religieux est créditée, selon les sondages, de 6 ou 7 sièges.

J-C – Le siège social de l'antisémitisme, il est à la Knesset, à l'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee, au CRIF, pas à Gaza, pas dans le mouvement ouvrier !

Gideon Levy : «Ne vous attendez à aucun changement de la part d’Israël» - Mizane 26 septembre 2026

Depuis quatre décennies, le journaliste israélien Gideon Levy documente le drame palestinien dans les colonnes du quotidien Haaretz. Invité récemment à Genève par le Club suisse de la presse, il décrit une société israélienne qui accepte, voire souhaite, le nettoyage ethnique des Palestiniens et un paysage politique dépourvu d’alternative.

Depuis quarante ans, le chroniqueur de Haaretz documente le quotidien des Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie occupée. À l’approche des élections législatives israéliennes du 27 octobre, Gideon Levy ne se fait guère d’illusions sur les changements politiques à venir : *«le problème, c’est l’existence de l’occupation (israélienne), non son visage (politique)»*.

«La chose la moins chère en Israël, c’est la vie d’un Palestinien»

Depuis le 7 octobre 2023, Israël s’est considérablement radicalisé vis-à-vis des Palestiniens, affirme Gideon Levy. *«Cela se traduit par une aggravation de ce sentiment qu’ils ne représentent même pas des êtres humains. La chose la moins chère en Israël, c’est la vie d’un Palestinien. Que tu sois un soldat ou un colon, il n’y a rien de plus facile que de tirer sur un Palestinien»*, précise-t-il. Interrogé sur la manière dont la société israélienne a accueilli les révélations concernant le premier ministre Benjamin Netanyahu et les multiples avertissements qui auraient précédé le «7 octobre», Gideon Levy estime qu’elles n’ont pas provoqué de grands remous car *«Israël veut la guerre»*.

«En 1973, lorsque [le président égyptien] Anouar el-Sadate implorait un règlement. Israël a dit «non», et nous avons eu la guerre du Kippour. Ici, c’est le même schéma. Les Arabes, en l’occurrence le Hamas, font une offre équitable et Israël répond : non, seulement la guerre, rien que la guerre. En d’autres termes, nous ne voulons aucun règlement, ni avec le Hamas, ni avec l’Autorité palestinienne, ni avec le Hezbollah, ni avec l’Iran : nous voulons la guerre».

Concernant la réception du film «NAZA» en Israël, le journaliste affirme que la société israélienne est prise «d’hystérie comme jamais auparavant. Au point que certains veulent déchoir les réalisateurs de leur nationalité ou que d’autres se disent prêts à les tuer, ainsi que leurs familles». *«Ce ne sont pas seulement les secteurs les plus à droite, mais la société tout entière qui est contre eux et pratiquement personne ne s’est élevé pour les soutenir»*, ajoute-t-il.

Israël ne changera pas de politique

Face aux espoirs occidentaux de voir Israël changer de politique, Gideon Levy se montre catégorique : *«Ne vous attendez à aucun changement de la part d’Israël, cela n’arrivera pas. Je n’aime pas appeler le monde à imposer des sanctions contre mon pays mais je ne vois pas d’autre solution. Les Israéliens doivent comprendre qu’il y a un prix à payer à poursuivre dans cette direction»*.

Même constat concernant l’espoir d’un changement de cap politique en Israël avec l’élection éventuelle d’un nouveau premier ministre jugé «plus souple». Le chroniqueur de Haaretz affirme : *«L’Europe a tendance à tout résumer à la personnalité du premier ministre. Elle ne veut pas détester Israël, elle veut vraiment nous aimer et s’accroche à chaque occasion. Mais les Israéliens ne se réveilleront pas un beau matin en se disant : “Oh, ce que nous faisons est ignoble, mettons-y fin”. Ni Yitzhak Rabin ni personne d’autre n’a voulu donner aux Palestiniens le droit de disposer d’eux-mêmes et d’avoir un État. Bien avant le 7-Octobre, tout le processus de paix n’a été destiné*

qu'à faciliter les choses, à rendre l'occupation plus douce, plus commode, moins brutale. Mais là n'est pas le problème. Le problème, c'est l'existence de l'occupation, non son visage».

Le rôle du sionisme est de maintenir la suprématie juive

Enfin, concernant le sionisme et la perspective d'une solution à deux États, Gideon Levy se montre tout aussi catégorique : *«le sionisme, qui nous a amenés à croire que cette terre était vide d'habitants, n'a jamais envisagé de faire quoi que ce soit de concert avec les Palestiniens. Cela a toujours été "eux ou nous". J'ai été élevé dans un foyer sioniste, et ce processus de compréhension a été très long pour moi».*

«J'ai compris que la solution à deux États était perdue. Et puis j'ai commencé à croire en une seule démocratie entre le fleuve et la mer. À mes yeux, cet État unique est déjà là, de fait, mais c'est un État d'apartheid et encore faut-il le transformer en démocratie. Dès lors qu'un État juif existe, le seul rôle du sionisme est de maintenir la suprématie juive. Or je ne peux pas m'identifier à une idéologie qui croit en une suprématie, qu'elle soit nationale ou religieuse».

Source : Mizane.info via France-Irak Actualité

J-C – Félicitations monsieur Gideon Levy, vous méritez notre soutien (renouvelé) chaleureux et amical.

Lui qui vit en Israël, qui y a passé sa vie, il en est arrivé à renier le sionisme qui est en grande partie à l'origine de la partition de la Palestine et de la tragédie qui accable le peuple palestinien, nos frères et sœurs à nous tous. C'est tout de même encourageant, même si comme il le dit, très peu d'Israéliens lui ressemblent. Patience.

Confirmation.

Un ministre israélien appelle à faire en Cisjordanie «ce que nous avons fait à Gaza» - RT 28 sept. 2026

Le ministre israélien des Finances Bezalel Smotrich a appelé dimanche 27 septembre l'armée à « entrer en guerre » en Cisjordanie occupée et à « y faire ce que nous avons fait à Gaza ». Interrogé par Ynet sur les tensions sécuritaires, le chef du parti Sionisme religieux a aussi réclamé le démantèlement de l'Autorité palestinienne, qu'il qualifie d'« autorité terroriste ».

La référence à Gaza donne à ces propos une portée particulièrement lourde. Depuis octobre 2023, l'enclave palestinienne a connu des destructions massives et fait des dizaines de milliers de morts. Appeler à transposer cette méthode à la Cisjordanie revient donc à envisager une extension considérable des opérations militaires dans un territoire où vivent trois millions de Palestiniens. Smotrich a parallèlement plaidé pour l'annexion de territoires à Gaza et dans le sud du Liban.

C'est devenu un secret de polichinelle !

Israël : le chef des renseignements égyptiens a averti Netanyahu de l'attaque du 7 octobre - RT 27 sept. 2026

Abbas Kamel s'est rendu à Tel Aviv le 26 septembre 2023 pour prévenir d'une offensive majeure du Hamas, a indiqué le média The Atlantic le 25 septembre. Benjamin Netanyahu dément avoir reçu ces avertissements. Ces révélations suivent celles de Haaretz indiquant que Mohammed ben Zayed avait averti ce dernier une dizaine de jours avant l'attaque.

J-C – Depuis au moins 2006, année où le Hamas remporta les élections législatives à Gaza, jusqu'au 7 octobre 2023, les Palestiniens n'ont pas cessé de creuser de gigantesques tunnels au su et à la vue des autorités israéliennes, de ses espions sur place dans ce camps de concentration, de ses satellites et autres drones d'observation, les Israéliens n'ont jamais cessé d'intercepter les communications téléphoniques et la messagerie électronique de tous les dirigeants palestiniens...

Par conséquent, évidemment qu'ils savaient, tous le savaient, il ne pouvait pas en être autrement. Ils savaient que Netanyahu le savait aussi, ainsi que le Shin Bet ou Shabak, la police secrète intérieure israélienne, l'Aman pour l'armée ou le renseignement militaire, le Mossad ou le renseignement extérieur. A ce niveau-là toute indiscretion a valeur de condamnation à mort, tous le savent aussi, si Netanyahu n'avait rien à dire, c'est qu'ils devaient tous la fermer !

Liban: Israël intensifie ses frappes après le discours de Naïm Qassem, le chef du Hezbollah RFI 28 septembre 2026

La vaste escalade israélienne intervient au lendemain d'un discours du chef du Hezbollah dans lequel il a, une nouvelle fois, exclu le désarmement de son parti malgré les revers militaires qui lui ont été infligés et les pressions locales et internationales qu'il subit.

Lors d'une allocution télévisée dimanche 27 septembre marquant l'assassinat du chef historique du Hezbollah, Hassan Nasrallah, et de son successeur éphémère, Hachem Safieddine, en septembre 2024, Naïm Qassem a juré de poursuivre « *la résistance* » face à Israël « *jusqu'à la libération totale* » du sud du Liban. Le leader chiite s'est déchaîné contre les autorités libanaises qu'il a accusées d'avoir fait des « *concessions gratuites* » à Israël et a appelé à l'arrêt des négociations.

Quelques heures après la fin du discours de Naïm Qassem, l'armée israélienne a intensifié ses opérations militaires aussi bien au sud qu'au nord du fleuve Litani. Des avions, des drones et des hélicoptères ont mené des frappes contre une quinzaine de localités. Des dizaines d'opérations de dynamitage de maisons et d'autres infrastructures ont été signalées. Les explosions ont été entendues à des kilomètres à la ronde.

Venezuela.

Lu. Source : www.farodiroma.it 27 septembre 2026

Extrait

La grande contradiction

Le problème ne réside pas tant dans les propos de Delcy Rodríguez, mais dans ce qui s'est passé après le 3 janvier. Dans les mois qui ont suivi la capture de Maduro, le gouvernement vénézuélien, dirigé par le président par intérim, a progressivement renoué les relations avec Washington. À New York, lors de l'Assemblée générale, Mme Rodríguez a rencontré Donald Trump et a entamé des négociations sur le pétrole, la restructuration de la dette, les financements internationaux et les investissements énergétiques, marquant ainsi le dégel le plus significatif entre les deux pays ces dernières années.

C'est là que réside le paradoxe politique : comment un gouvernement né de la dénonciation d'une atteinte à sa souveraineté peut-il transformer cette même puissance agresseuse en son principal interlocuteur stratégique ?

La réponse officielle est le pragmatisme. Caracas affirme vouloir assurer la reconstruction économique du pays et le bien-être de sa population. Mais en réalité, ce changement apparaît comme un douloureux renoncement aux principes d'autodétermination qui ont caractérisé la Révolution bolivarienne.

Rodríguez a déclaré à l'ONU que le Venezuela «jouera un rôle fondamental» dans la sécurité énergétique mondiale et a souligné que l'accord pétrolier avec les États-Unis était un outil pour l'équilibre international.

Or, cet accord même est devenu le symbole de nouvelles dépendances. L'ouverture aux investissements énergétiques américains massifs est présentée comme une nécessité économique, mais elle risque aussi d'apparaître comme le prix politique de la normalisation des relations avec Washington.

L'enjeu n'est pas seulement économique. Il est profondément symbolique : après une intervention armée qui a bouleversé l'équilibre politique du pays, la principale richesse nationale devient le fondement sur lequel repose la réconciliation avec les États-Unis.

Les 91% qui ne se reconnaissent pas dans le discours de Delcy

La contradiction la plus flagrante concerne toutefois la représentation démocratique. Alors que Delcy Rodríguez s'exprimait au nom du Venezuela à l'ONU, un sondage réalisé par la société vénézuélienne Meganálisis entre le 15 et le 19 septembre dresse un tableau bien différent du consensus national.

D'après le sondage, 91% des Vénézuéliens désapprouvent Delcy Rodríguez, tandis qu'une faible minorité seulement a exprimé une opinion favorable. Plus significatif encore, 94% des personnes interrogées ont déclaré ne pas se sentir représentées par son discours aux Nations unies.

Le même sondage révèle également que 80% des personnes interrogées rejettent l'accord pétrolier signé le 28 août entre les États-Unis et le Venezuela, contre 13% qui y sont favorables et 8% qui n'ont pas d'opinion.

Il convient de noter que Meganálisis a mené ce sondage en ligne auprès de 1 627 adultes, avec une marge d'erreur annoncée de 2,43%. La méthodologie, fondée sur le nombre d'internautes et des quotas géographiques, limite la représentativité statistique de l'ensemble de la population vénézuélienne. Néanmoins, les résultats révèlent un malaise politique qu'il est impossible d'ignorer.

D'autres études publiées par des instituts comme CB Global Data placent sa désapprobation générale à 64,3 %, la reléguant parmi les dirigeants les moins populaires d'Amérique latine.

La mémoire comme critère politique

Le discours de Delcy Rodríguez contient des mots forts contre la guerre, les sanctions et l'injustice. Mais la paix, pour être crédible, exige aussi la mémoire.

On ne peut parler de dialogue sans évoquer l'attaque du 3 janvier, la capture de Nicolás Maduro et la fracture institutionnelle qui en a résulté. De même, on ne peut se féliciter des accords conclus avec Washington sans s'interroger sur leur portée politique après cette violation de la souveraineté nationale.

C'est là la véritable contradiction du Venezuela contemporain : un gouvernement qui fonde sa stratégie économique sur le pouvoir même que cette agression a engendré. farodiroma.it 27 septembre 2026

À Caracas, l'Assemblée nationale du Venezuela a elle approuvé mercredi son "soutien" à la participation de Delcy Rodríguez à la 81e Assemblée générale.

Le président de l'Assemblée Jorge Rodríguez, frère de la présidente, a fustigé ceux qui remettent en question sa présence à l'ONU: "*la voie de la diplomatie donne déjà des résultats réels, véritables*". BFMTV et AFP 24 septembre 2026

J-C - Delcy Rodríguez arbore fièrement un comportement de soubrette de l'impérialisme américain, la comparaison avec Chavez est tranchante, à croire qu'avec Maduro le fruit amer du renoncement et de la trahison était parvenu à maturité pour être cueilli et consommé.

On pourrait aussi comparer son attitude gracieuse et complaisante envers Trump, à celui sans concession de dirigeants Africains ou du Moyen-Orient qui depuis ont été renversés ou assassinés ou à ceux actuellement au pouvoir au sein de l'Alliance des Etats du Sahel, qui à la tribune des Nations Unies ont envoyé se faire foutre l'impérialisme, leur indiquant que le temps du pillage des ressources de l'Afrique était révolu, il fallait oser, ils l'ont fait, bravo et respect !

A force de parcourir les allées du pouvoir pendant très longtemps, le confort finit par ramollir le cerveau ou la volonté, semble-t-il. De révolutionnaire on devient conciliant, accommodant, bref, on capitule en rase campagne comme on atterrit en douceur pour s'épargner des souffrances jugées injustes et inutiles. Si vous le dites, personne n'osera vous faire un procès d'intention, vous voilà rassuré, si c'est ce qu'elle pense, elle a tout faux.

Reste à savoir si l'orientation politique adoptée par les autorités vénézuéliennes vont se traduire par une remise en cause des rapports établis entre les classes depuis l'arrivée au pouvoir de Chavez en

1999. Pour le moment, les concessions accordées à l'impérialisme américain et à l'opposition vénézuélienne par Delcy Rodríguez et son gouvernement ne modifient pas ces rapports, semble-t-il, hormis le fait qu'une majorité de Vénézuéliens condamne ses témoignages inutiles de soumission à l'égard de Trump ou des représentants américains en visite au Venezuela. Autrement dit, c'est le soutien ou la base électorale du chavisme qui est en train de s'effriter, ce qui en principe augure mal de l'avenir.

Les conséquences de l'attitude désinvolte de Delcy Rodriguez auraient dû demeurer marginales, mais elles ont pris une ampleur qui était prévisible du fait de la crise que traverse le Venezuela depuis 2017, en agissant de la sorte, elle a alimenté ou provoqué l'impatience du peuple vénézuélien qui espérait autre chose, qui s'était fier aux autorités, et maintenant il a l'impression d'avoir été abandonné ou trahi.

Peu importe ici que ce se soit le cas ou non, je n'ai pas d'idée définitive sur cette question au moment où j'écris ces lignes. La déception est à la hauteur des attentes du peuple vénézuélien, il espérait mieux, il est déçu.

Quant aux commentateurs occidentaux acquis au chavisme, généralement ils sont incapables de faire preuve d'impartialité, il faut toujours qu'ils déforment la réalité, particulièrement ceux d'origine française, la plupart sont des staliniens.

A suivre.

Alliance des Etats du Sahel (AES)

J-C – Ne les accusez pas de s'exprimer dans le cadre des Nations Unies, les dirigeants de l'AES se servent de la tribune de l'ONU pour attaquer la propagande occidentale et dénoncer la politique coloniale, son implication dans le terrorisme.

Ils ont raison de ne pas laisser le canal de la communication à leurs ennemis. Les peuples doivent pouvoir entendre les différentes versions qui existent sur la situation au Sahel ou en Afrique, ainsi ils cesseront de soutenir la politique coloniale de leurs gouvernements.

ONU : quand le Mali, le Niger et le Burkina Faso œuvrent pour la déconstruction des discours erronés sur l'AES - RT 27 sept. 2026

Les délégations du Mali, du Niger et du Burkina Faso ont organisé une initiative, le 25 septembre, en marge de la 81^e session de l'Assemblée générale des Nations unies à New York, placée sous le thème : « *Sécurité et développement au Sahel : cas de la Confédération des États du Sahel* ». L'événement vise à mettre en avant la vision des pays membres de l'Alliance des États du Sahel (AES) en matière de paix, de développement et de souveraineté, mais aussi à déconstruire des discours en contradiction totale avec la réalité de l'espace confédéral. L'initiative a réuni plusieurs diplomates de haut rang du Maroc, du Togo, de l'Algérie, de la Russie, du Royaume-Uni, des États-Unis, de l'Union africaine et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

L'AES entend présenter par cette initiative son propre narratif en présentant la région du Sahel, grâce à sa position stratégique, comme une idée qu'il faut protéger pour la sécurité mondiale. « *Aujourd'hui, l'AES n'est pas en train de quémander une reconnaissance quelconque, c'est une entité et une des réalités géopolitiques qui est là et avec laquelle il faut compter pour la stabilité, la*

sécurité et le développement dans notre région », a souligné le chef de la diplomatie malienne, Abdoulaye Diop, dans sa prise de parole lors de l'événement.

La Confédération des États du Sahel a aussi mis en avant son ouverture au dialogue avec ses partenaires, une orientation qui s'est traduite par des consultations à New York avec des pays tels que l'Allemagne, la Suisse et l'Italie autour de questions portant sur la sécurité, l'économie et la coopération.

Abdoulaye Diop a accusé l'Ukraine de soutenir des groupes terroristes opérant dans l'espace de l'AES, appelant la communauté internationale à prendre sa responsabilité face aux agissements de ce pays dans cette partie de l'Afrique.

« Aujourd'hui, l'Ukraine est devenue un fauteur de troubles dans notre espace. L'Ukraine soutient financièrement, avec des moyens matériels et avec des drones, des groupes terroristes dans notre espace ». Soulignant le danger pour l'AES, le chef de la diplomatie malienne a mis en exergue que « les groupes terroristes qui opèrent dans notre espace comptent des ressortissants de presque chacun de vos pays autour de cette table ». Face à cette situation, il en a appelé à l'Union africaine et à la communauté internationale, qui, selon lui, ne peuvent pas « fermer les yeux sur le comportement irresponsable d'un pays membre des Nations unies ».

J-C – Sans illusion, c'est ce qu'on retiendra. Alors pourquoi ce discours ? Il était destiné à nous faire savoir ce qui se passe réellement au Sahel, et que les autorités de l'AES ont parfaitement compris le rôle des uns et des autres.

L'uranium du Niger «a éclairé les villes d'Europe», mais pas celles d'Afrique : «c'est terminé» - fr.sputniknews.africa 27 septembre 2026

Le Niger entend commercialiser son uranium sur le marché international en toute transparence et dans le strict respect de ses obligations de non-prolifération des armes nucléaires, a déclaré le Premier ministre nigérien devant l'Assemblée générale de l'Onu.

"Pendant plus d'un demi-siècle, l'uranium, cette matière qui fait rêver, l'uranium du Niger a éclairé les villes d'Europe, tandis que les nôtres restaient dans l'obscurité. Cette injustice a désormais pris fin. C'est terminé", a martelé Ali Mahaman Lamine Zeine. fr.sputniknews.africa 27 septembre 2026

J-C – Pendant ce temps-là, les monarques de pacotilles dégénérés du Golfe éclairent le désert !

Burkina Faso : Ibrahim Traoré annonce une nouvelle Constitution et dénonce les ingérences extérieures - RT 28 sept. 2026

Le président burkinabè Ibrahim Traoré a annoncé une profonde réforme institutionnelle au Burkina Faso, avec l'élaboration prochaine d'une nouvelle Constitution. Dans un entretien accordé à la télévision publique le 27 septembre, il a affirmé que le pays devait « réorganiser totalement » son système politique et revoir notamment les mécanismes d'accès au pouvoir.

Cette réforme doit, selon lui, rompre avec ce qu'il considère comme les limites du modèle politique actuellement en vigueur dans plusieurs pays africains. Le capitaine a en particulier critiqué

l'alternance entre majorité et opposition, estimant que les changements de pouvoir peuvent interrompre les politiques engagées par les gouvernements précédents.

Le chef de l'État burkinabè a plaidé à l'inverse pour une conception de l'État fondée sur la continuité et une vision de long terme. « *L'État doit être une continuité* », a-t-il déclaré, en estimant qu'un pays devait conserver des orientations stratégiques indépendamment des changements de dirigeants.

Interrogé sur les critiques le présentant comme « *antidémocrate* », Ibrahim Traoré a rejeté cette qualification. Il a soutenu que le Burkina Faso devait développer son propre modèle politique et a déclaré ne pas vouloir reproduire ce qu'il décrit comme une démocratie « *importée* ». Il a en outre assuré que le pays était engagé dans une « *révolution* » et qu'un nouveau cadre institutionnel devait être défini.

Cette refonte doit toutefois encore être précisée. Dans l'entretien, le président n'a pas détaillé le futur mode d'accession au pouvoir ni le contenu de la nouvelle Constitution, se limitant à annoncer une réorganisation générale du système.

Sur le plan international, Ibrahim Traoré a présenté les tentatives de déstabilisation récemment évoquées au Mali et au Niger comme faisant partie d'une menace plus large pesant sur les trois pays de l'Alliance des États du Sahel (AES).

Il a estimé que ces événements ne seraient pas les derniers et appelé les trois États à « *se préparer à toute éventualité* ».

Le président burkinabè a évoqué des forces extérieures qu'il accuse de chercher à empêcher l'affirmation de l'AES, en citant l'exemple de l'Ukraine, dont l'ambassadeur aurait, selon lui, reconnu l'implication : « *qui va sortir dire que c'est lui à part l'Ukraine qui par la voix de son ambassadeur a dit clairement qu'ils sont impliqués* ».

En août 2024, le ministère burkinabè des Affaires étrangères avait diffusé un communiqué pour dénoncer la publication, par l'ambassade d'Ukraine à Dakar, d'une vidéo de propagande apportant un soutien aux groupes terroristes auteurs de l'attaque perpétrée du 25 au 27 juillet 2024 à Tinzaouatène, dans le nord du Mali.

Sur le terrain sécuritaire, Ibrahim Traoré a indiqué que l'armée burkinabè avait repris des positions et rouvert plusieurs axes de circulation auparavant soumis aux attaques de groupes armés. Il a toutefois reconnu que certaines zones restaient difficiles et que les forces burkinabè devaient encore poursuivre leurs opérations.

Il a par ailleurs insisté sur la transformation de l'armée, évoquant l'acquisition de nouveaux équipements, la restructuration des unités et le développement des capacités nationales. Selon lui, la force militaire ne repose pas uniquement sur le matériel, mais aussi sur la formation, l'organisation et l'expérience des soldats.

Interrogé sur le rapprochement entre la Russie et les pays de la région, le capitaine a clairement défendu cette coopération. Selon lui, la Russie et les États de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) étaient libres de nouer les relations qu'ils souhaitaient, et il a présenté Moscou comme un partenaire potentiel dans les domaines technologique, industriel et de développement.

Le président burkinabè s'est aussi prononcé en faveur d'une diversification des partenariats internationaux, dans un contexte marqué par la rupture des relations entre Ouagadougou et plusieurs partenaires occidentaux. Il a précisé que les pays de l'AES ne souhaitent plus dépendre d'un partenaire unique.

Cette logique vaut aussi pour la sécurité. Il a soutenu le développement d'une force unifiée de l'AES, destinée à renforcer l'autonomie militaire des trois pays face aux groupes armés. Il a aussi évoqué des projets communs dans les domaines des infrastructures, de l'agriculture et de l'énergie.

Le chef de l'État burkinabè a enfin appelé à une coexistence pacifique avec les autres pays d'Afrique de l'Ouest malgré les tensions liées au retrait des trois États de la CEDEAO. Il a toutefois averti que l'AES entendait défendre ses choix et sa souveraineté, tout en poursuivant la construction de ses propres mécanismes de coopération.

J-C – S'il reste au pouvoir et parvient à développer les infrastructures du pays, l'industrie et l'agriculture, à sortir de l'extrême pauvreté et de la précarité absolue le peuple burkinabé, on ne voit pas pourquoi il devrait céder le pouvoir, à qui, à ceux qui l'ont détenu pendant de nombreuses décennies pour le compte de l'impérialisme français et leur propre compte.

La démocratie, on la juge sur pièces et pas ailleurs.

La réaction et ses agents (ONG et médias occidentaux) ne dorment jamais. Qui les croient encore ?

Niger : où a disparu le journaliste Moussa Kaka, combattant de la liberté face à la junte ? - Courrier International 28 septembre 2026

Alors qu'on approche de la quatrième semaine après son enlèvement par des inconnus, en plein cœur de Niamey, on est toujours sans nouvelles de notre confrère nigérien Moussa Kaka.

Le mutisme des autorités nigériennes, malgré les nombreuses interpellations de la presse et des organisations des droits de l'homme, ainsi que le mode opératoire, orientent les soupçons vers la Direction générale de la documentation et de la sécurité extérieure (DGDSE), les services de renseignement nigériens.

Ancien correspondant de RFI et directeur général du groupe de presse Radio-télévision Saraounia (RTS), Moussa Kaka a été enlevé le 31 août vers 19 heures, alors qu'il rentrait chez lui à bord de son véhicule 4x4. Les circonstances de cet enlèvement, opéré de nuit entre le bureau et le domicile de Moussa Kaka, amènent à penser qu'il n'a pu être effectué que par des professionnels.

En novembre 2025, il [avait] été inculpé avec quatre autres journalistes nigériens après la diffusion sur les réseaux sociaux d'une invitation à une conférence de presse du Fonds de solidarité pour la sauvegarde de la patrie (FSSP). Moussa Kaka avait alors échappé de très peu à l'emprisonnement, le juge d'instruction ayant décidé de le laisser en liberté provisoire.

Derrière l'enlèvement de cette figure emblématique de la presse nigérienne apparaît la descente aux enfers du journalisme indépendant dans ce pays ouest-africain, désormais sous coupe réglée d'une junte militaire.

Sous prétexte de lutter contre la cybercriminalité, une loi promulguée par [le chef de la junte], le général Abdourahmane Tiani en juin 2024, interdit tout simplement d'exercer le métier de journaliste au Niger : rechercher, traiter, recouper et diffuser toute information d'intérêt général.

Entretien. Latif Coulibaly : “Pendant que le Sahel saigne, ses juntas préfèrent bâillonner la presse” - Courrier International 24 juin 2026

Le 24 juin 2024, le journaliste d'investigation burkinabè Atiana Serge Oulon était enlevé à son domicile. Deux ans plus tard, dans ce contexte toujours hostile à la presse depuis l'arrivée au pouvoir des régimes civilo-militaires au Mali, au Burkina Faso et au Niger, Latif Coulibaly - un pseudonyme -, rédacteur en chef de “*Sahel Horizon*”, présente ce nouveau média en ligne.

Latif Coulibaly : Le Sahel saigne abondamment. Et pendant qu'il saigne, ses juntas préfèrent bâillonner la presse et accuser les journalistes de tous les péchés d'Israël. Ils sont arrêtés, enlevés, torturés, ou enrôlés pour aller combattre les terroristes. Les plus chanceux sont contraints à l'exil. Informer est devenu un crime au Sahel.

Les espaces de liberté ont été méthodiquement refermés, et ce vide a été comblé par les campagnes de désinformation, la propagande d'État, la rumeur...

La réaction est mobilisée 24h/24, 7j/7, 365J365 pour déverser sa propagande et son idéologie, manipuler les consciences...

- Analyse. Mali : une bataille de l'information autour de la crise du carburant - Courrier International 21 janvier 2026

- Vu de Russie. Derrière les attaques au Mali, Moscou voit une manœuvre occidentale - Courrier International 27 avril 2026

- Répression. Au Burkina Faso et au Mali, les juntas traitent les dissidents comme des “terroristes” - Courrier International 22 juin 2026

- Médias. Enlèvements, dissolution : la répression s'abat sur les journalistes au Burkina Faso - Courrier International 27 mars 2025

Amnesty, l'ONG spécialisée dans les rapports fabriqués de toutes pièces.

Mali : l'ONG Amnesty documente des cas d'assassinats et de tortures commis par l'armée et le groupe Wagner - RFI 29 septembre 2026

Ils ont été tués par balles, égorgés, brûlés vifs ou après leur mort. Au moins 34 civils, « *ne participant pas directement aux hostilités* » et issus « *pour la très grande majorité des populations pastorales* », précise Amnesty International, ont été exécutés par l'armée malienne et ses supplétifs russes au cours des sept opérations documentées par l'ONG.

Une femme interrogée raconte comment son mari a été exécuté sous ses yeux, devant la porte de la maison familiale. C'était en janvier 2025 à Taborak, dans la région de Tombouctou. Le mois suivant, une autre a perdu deux fils et un cousin à Tin Adanda. Elle se souvient comment les soldats maliens et leurs partenaires de Wagner les ont emmenés à l'extérieur du village pour les abattre.

« Si les communiqués publiés par les Forces armées maliennes affirment qu'elles ne ciblent que des membres de groupes armés [...], les informations recueillies et corroborées par Amnesty International démontrent une réalité complètement différente », peut-on lire dans le rapport, qui dénonce des « meurtres délibérés » de civils.

L'ONG a également recueilli les témoignages de quinze hommes torturés par « des éléments de Wagner », lors d'opérations ou dans les camps militaires maliens de Nampala et Léré. Les victimes décrivent notamment des coups de barre de fer, des suspensions par les bras, des simulations de noyade ou encore des décharges électriques. Les personnes détenues et torturées, parfois pendant plusieurs mois, n'ont pas été présentées à un juge et n'ont eu accès ni à un avocat ni à leurs familles, souligne encore l'ONG de défense des droits humains.

L'organisation documente enfin une longue série de cas de pillages et de destructions au cours de nombreuses opérations.

J-C – Témoignages fabriqués, c'est la spécialité de cette saloperie d'ONG. Vous vous souvenez de ce qu'elle avait raconté sur l'Irak, la Libye, la Syrie...

Corée du Sud.

Fin le temps de la chair à canon... La Corée du Sud refuse de rejoindre la guerre criminelle de Trump contre l'Iran - strategic-culture.su 24 septembre 2026

Le président sud-coréen Lee Jae-myung a prononcé la semaine dernière un discours télévisé diffusé dans tout le pays, déclarant que son pays ne déploiera pas de militaires dans le détroit d'Ormuz.

Cette annonce intervient après des semaines de spéculations selon lesquelles la Corée du Sud céderait à la pression du président américain Donald Trump, qui menace Séoul et d'autres alliés pour qu'ils apportent un soutien militaire à sa guerre contre l'Iran qui dure depuis sept mois.

Le commentateur géopolitique KJ Noh estime dans une interview accordée à Strategic Culture Foundation, que le rejet officiel de l'appel de Trump par la Corée du Sud porte un coup dur à l'image internationale de Washington. Il souligne que la République de Corée a toujours été un vassal fidèle des États-Unis, envoyant systématiquement ses troupes combattre dans les guerres américaines. Des soldats sud-coréens ont été déployés dans toutes les guerres menées par les États-Unis à l'étranger, du Vietnam à l'Irak.

«Le peuple coréen affirme ne plus vouloir servir de chair à canon pour les guerres américaines», a commenté KJ Noh.

Il ajoute que cette défiance incitera d'autres nations à rejeter l'hégémonie américaine. Cependant, KJ Noh prévient que Washington exerce une pression intense sur la Corée du Sud pour qu'elle se plie à sa volonté. strategic-culture.su 24 septembre 2026

J-C – La Russie a dit stop à l'OTAN et à ses manœuvres pour la démanteler. L'Inde s'est rebiffé contre l'impérialisme américain qui voulait lui interdire de commercer avec la Russie. La Chine n'en fait plus qu'à sa tête, l'Iran aussi, mais aussi l'Egypte. Les Etats du Sahel (AES) sont entrés en rébellion, même les Etats de l'UE en arrivent à désobéir à leur maître.

Bref, tout fout le camp, tout se délite, la superstructure politique mise en place au lendemain de la Seconde Guerre mondiale craque de partout. La dictature mondiale américaine a du plomb dans l'aile, son hégémonie est contestée sur tous les continents, c'est un fait établi et vérifiable, et non un vœu ou un souhait. Sous l'effet de la combinaison de facteurs économiques et politiques, ils sont en train de perdre le contrôle de la situation mondiale, tandis que la lutte de classe des opprimés gagne chaque jour en intensité et en profondeur, comme quoi il ne faut jamais désespérer.

Cela dit, on a un gigantesque boulot sur la planche, si on veut saisir l'occasion qui va se présenter pour réhabiliter le socialisme ou fournir aux masses exploités une stratégie politique révolutionnaire de conquête du pouvoir. Mon courant politique est au service de cet objectif politique, je le rappelle au passage pour ceux que cela pourrait intéresser.

Serbie.

Démission de Vucic : Moscou se dit confiante dans la poursuite de relations chaleureuses avec Belgrade - RT 28 sept. 2026

Après l'annonce du départ d'Aleksandar Vucic, Dmitri Peskov a indiqué que la Russie continuerait à entretenir des relations constructives avec la Serbie, quel que soit son dirigeant. Le Kremlin entend poursuivre ses échanges avec les responsables politiques et économiques serbes et se dit convaincu de l'avenir de cette coopération.

Aleksandar Vucic a signé une déclaration annonçant sa démission de la fonction de chef de l'État lors d'une allocution à la nation le 27 septembre. À compter du 28 septembre, les fonctions de président seront assurées à titre provisoire par Ana Brnabic, présidente du Parlement serbe monocaméral. Cette dernière a déclaré que c'était pour elle « *un honneur* » de prendre la relève d'une telle personnalité. L'intérim ne peut excéder trois mois, et Vucic a indiqué que le premier tour de l'élection présidentielle aurait lieu d'ici la fin décembre.

En se rendant au Secrétariat général, Aleksandar Vucic s'est adressé depuis une tribune à ses partisans rassemblés devant le bâtiment. Il a déclaré que la Serbie était le seul pays d'Europe à avoir, sur le conflit en Ukraine, une position distincte de celle des autres, qu'elle avait, pour la première fois de son histoire, assuré pendant 14 ans la stabilité de sa monnaie nationale et qu'elle connaîtrait l'an prochain la croissance la plus rapide d'Europe.

Aleksandar Vucic a annoncé sa démission le 27 septembre lors d'un grand rassemblement de ses partisans à Belgrade, déclarant par la même occasion qu'il avait l'intention de mener la liste du Parti progressiste serbe (SNS), au pouvoir, lors des élections législatives anticipées qui se tiendront le 25 octobre. Ainsi, en cas de victoire du SNS, l'ancien président pourrait occuper le poste de Premier ministre du pays. Il affrontera notamment la liste issue du mouvement étudiant à l'origine des manifestations.